

UNIVERSITÉS

Protection des données, sécurité, liberté d'expression et manipulation sur les médias sociaux à l'USJ

Le master en information et communication de l'Université Saint-Joseph (USJ) a organisé conjointement avec l'Institut de sciences politiques du même établissement, au campus de la rue Huvelin, une conférence ayant pour thème « GDPR, sécurité, liberté d'expression et manipulation sur les médias sociaux ». Le GDPR est le Règlement général sur la protection des données, un code de l'Union européenne qui constitue le texte de référence en matière de protection des données à caractère personnel. La conférence avait pour modérateur le responsable du master en information et communication Nasri Messarra, et pour intervenants Hadi Khoury, conseiller en cybersécurité et en

GDPR, et Ayman Mhanna, directeur exécutif du centre SKeyes.

« Nous avons organisé cette conférence pour attirer l'attention sur le GDPR, pour que les citoyens libanais soient conscients de la protection de leur identité sur le web et aussi pour sensibiliser les législateurs sur ce point, afin de faire un premier pas et de commencer par l'élaboration d'une loi », a souligné M. Messarra à *L'Orient-Le Jour*.

Prenant la parole durant la conférence, M. Khoury s'est penché sur les dangers créés par les risques de la cybersécurité sur la vie privée, soit la collecte d'informations privées relatives à une personne quand elle se branche sur internet. Il a indiqué

qu'il existe trois sphères à prendre en considération concernant les données personnelles : la première se limite au nom, prénom et à la date de naissance, la deuxième aux préférences alimentaires (car elles peuvent identifier l'appartenance religieuse d'une personne) et la troisième concerne l'état de santé.

Il a appelé à ce qu'une charte éthique soit adoptée par toutes les personnes qui travaillent dans le domaine de la sécurité de l'information.

M. Mhanna a de son côté évoqué plusieurs scandales liés à la cybersécurité au Liban, notamment celui de l'acteur Ziad Itani, arrêté suite à de fausses données retrouvées sur son ordinateur et son téléphone. Le

complot avait été tramé contre lui par un hacker à la demande de l'ancienne responsable des FSI en matière de cybersécurité, Suzanne Hajj, et celui de Dark Caracal, un système espionnant, entre autres, des journalistes, des intellectuels et des responsables politiques dans plusieurs pays du monde, dont de nombreux serveurs étaient reliés au siège de la Sûreté générale à Beyrouth. Il a souhaité que le Liban prenne l'exemple de pays aussi petits que l'Estonie ou Malte qui ont fait de l'informatique leur priorité.

Était notamment présent à la conférence le député maronite de Beyrouth Nadim Gemayel.

Pat. K.